

Gabon

Executive Summary

Le Gouvernement du Gabon vient de boucler la quatrième année du Programme actuel de Coopération avec l'UNICEF. Durant cette année, de nombreuses avancées ont été enregistrées dans les domaines prioritaires du Plan Stratégique 2014-2017 de l'UNICEF à savoir : la santé, le VIH/SIDA, la protection de l'enfant et l'inclusion sociale.

Le draft de politique nationale de protection sociale, qui avait pris beaucoup de retard pour son arrimage avec les nouvelles orientations politiques a été techniquement validé, ainsi que quatre des cinq textes de lois s'y rattachant. Cette validation a été saluée par les cadres nationaux car venant combler un gap important dans le domaine. L'étape suivante consistera en l'adoption officielle de la politique en Conseil des Ministres et l'élaboration d'une loi d'orientation.

En ce qui concerne la génération des évidences, plusieurs études, enquêtes et analyses ont été réalisées. Les rapports de la majorité d'entre elles ont été validés par la contrepartie nationale ou sont en attente de l'être. Les données collectées seront intégrées dans la base de données de l'application IMIS gérée par le Ministère de l'Economie, dans laquelle une sous-section « Femmes et enfants » est en cours de création. Les résultats de l'analyse par l'approche MODA des privations auxquelles font face les enfants gabonais, ont été présentés aux Parlementaires des deux chambres, ainsi qu'aux Maires afin de renforcer leurs connaissances sur les privations des enfants, les sensibiliser et leur fournir des informations qui leur permettent une prise de décision basée sur des évidences et d'aider le Gouvernement à mieux orienter ses choix politiques en faveur des enfants et notamment des plus vulnérables. L'analyse de la situation de la femme et l'enfant fournit encore plus d'informations sur les causes des iniquités pour soutenir le plaidoyer en faveur de l'enfant.

Dans le domaine de la survie de l'enfant, deux campagnes de vaccination contre la polio ont été organisées sur trois planifiées par le Partenariat Mondial ; elles ont permis de vacciner respectivement 110,8 et 115,3 pour cent des enfants de 0 à 5 ans (selon les données administratives) et 96% pour chacun des deux passages selon les données du monitoring indépendant. Ce succès est le fruit d'une très bonne mobilisation sociale, mais aussi de la recherche de nouveaux partenaires menée par l'UNICEF et qui a abouti à la contribution d'un opérateur de téléphonie mobile durant le deuxième passage. Grâce à un plaidoyer soutenu, l'introduction du Vaccin Polio Injectable (VPI) dans le PEV de routine est effective au Gabon depuis le 16 Décembre.

UNICEF-Gabon a contribué par ailleurs, à l'organisation de la réunion technique des Experts de l'UNICEF et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) dont l'objectif était de faire l'état des lieux de la mise en œuvre du mémorandum CEEAC/ UNICEF datant de novembre 2003 en vue de la révision dudit partenariat. Un document consolidé portant sur l'évaluation de la mise en œuvre de l'ancien mémorandum d'entente a été établi à partir des réflexions internes de chaque institution et le draft du nouveau projet de protocole CEEAC/UNICEF a été finalisé et validé par les deux parties.

Enfin, le partenariat avec le secteur privé s'est renforcé notamment avec la Fondation Western Union pour un appui aux enfants vivant avec un handicap et des perspectives prometteuses se dégageant avec des compagnies internationales basées au Gabon.

Au titre des faiblesses, le programme de coopération a été négativement impacté par l'irrégularité de la disponibilité des intrants supportés par le budget de l'Etat. De ce fait, les activités de renforcement des capacités qui font partie des stratégies majeures retenues en début de cycle ne conduisent que faiblement aux résultats planifiés, notamment dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant.

De plus, le programme a cette année encore été confronté à la non mise à disposition des fonds de contrepartie du gouvernement pour les coûts opérationnels tels qu'agréés dans le CPAP, malgré un déblocage partiel au titre de l'année 2012 ainsi que le non remboursement de la totalité de la TVA préfinancée par l'UNICEF.

Summary Notes and Acronyms

AFCG - Association des Femmes Catholiques du Gabon
AMP - Annual Management Plan
BCP - Business Continuity Plan
BOS - Business Operations Strategy
CADBE – Charte Africaine des Droits et du Bien-Etre de l'Enfant
CDE - Convention relative aux droits de l'enfant
CEDEF - Convention pour l'Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes
CEEAC - Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CIEC - Centres d'Informations, d'Ecoute et de Conseil
CIFPA - Chartered Institute of Public Finance & Accountancy
CRC - Comité de Revue des contrats
CRC - Convention on the Rights of the Child
CRG - Croix Rouge Gabonaise
C4D - Communication pour le Développement
DCT - Direct Cash Transfert
DFAM - Division of Financial & Administrative Management
DSA - Daily Subsistance Allowance
EDS - Enquête Démographique et de Santé
EPI - Equipement de Protection Individuelle
EPR - Emergency Preparedness and Response
eTME - Elimination de la Transmission du VIH de la mère à l'enfant
FNUAP - Fonds des Nations Unies pour la Population
GSSC - Global Share Service Center
HACT - Approche Harmonisée de Transfert d'Espèce
IDH - Indice de Développement Humain
ICT - Information & Communication Technology
ITSS/NYHQ - Information Technology Security Service/New-York Headquarters
JCC - Joint Consultative Committee
LTA - Long Term Agreement
MODA - Analyse des Privations Multiples et Cumulatives
MoRES - Monitoring of Results for Equity System
MOSS - Minimal Operating Security Standard

OIAI - Office of Internal Audit and Investigation
 OMD - Objectifs du Millénaire pour le Développement
 OMS - Organisation Mondiale de la Santé
 ONG - Organisation Non Gouvernementale
 ONUSIDA - Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
 OR - Autres Ressources
 ORE - Fonds d'Urgences
 OSC - Operations Services Center
 PAS - Performance Appraisal System
 PBR - Programme Budget Review
 PECP - Prise en Charge Pédiatrique des cas de VIH
 PEV - Programme Elargi de Vaccination
 PER - Performance Evaluation Report
 PFE - Pratiques Familiales Essentielles
 PIB - Produit Intérieur Brut
 PISE - Plan Intégré de Suivi-Evaluation
 PNPE - Politique Nationale de Protection de l'Enfant
 PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
 PTME - Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant
 PSN - Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA
 PVVIH - Personnes Vivant avec le VIH
 PTF - Partenaire Technique et Financier
 RR - Ressources Régulières
 SLA - Service Level Agreement
 SMI - Santé Maternelle et Infantile
 SNEPS - Service National d'Education pour la Santé
 SNU - Système des Nations Unies
 SRA - Security Risk Assessment
 SSR - Santé sexuelle et de la Reproduction
 TVA - Taxe sur Valeur Ajoutée
 UA – Union Africaine
 UCJEEG - Union Chrétienne des Jeunes de l'Eglise Evangélique du Gabon
 UNDSS - United Nations Department of Safety & Security
 UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
 UNESCO - Organisation des Nations Unies pour la Science, l'Education et la Culture
 VIH/SIDA - Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise
 VOIP – Voice Over Internet Protocol
 VPI – Vaccin Polio injectable
 WASH – Water, Sanitation and Hygiene

Capacity Development

Dans le domaine de la protection sociale, une enquête d'évaluation des connaissances acquises par les partenaires formés en 2013 et 2014 a souligné la nécessité de poursuivre ces formations par l'organisation de séances d'initiation et d'approfondissement dans les domaines des conditionnalités de transferts monétaires, des coûts et financements et de suivi-évaluation des programmes de transferts sociaux et principaux mécanismes de protection sociale.

Dans le cadre de la survie de l'enfant, les capacités de 57 prestataires de services dans 2 des 4 départements sanitaires pilotes retenus dans le cadre du MoRES ont été renforcées sur les normes et directives nationales en rapport avec 5 des 9 interventions traceuses retenues. Des notions de base sur l'accueil et la C4D leur ont été aussi fournies en vue d'une amélioration de

la qualité des prestations en faveur de la mère et de l'enfant. En appui aux campagnes de vaccination contre la polio, 475 agents mobilisateurs ont été formés au cours de chaque passage et ont assuré la mobilisation sociale avant et pendant les activités de vaccination. Plus de 200 acteurs de 5 régions ont été formés en C4D focalisée sur les pratiques familiales essentielles aux niveaux national, régional et communautaire.

Les capacités de 95 enseignants de deux communes ont été renforcées, ainsi que celles de 19 entités sur 63 impliquées dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Les chefs de villages et de ménages, leaders religieux, enseignants de quatre provinces ont été formés sur l'abandon des châtiments corporels en milieux scolaires et domestiques, la lutte contre les abus sexuels, le mariage d'enfant, le travail et la traite des enfants, la stigmatisation et spoliation des orphelins et des enfants des peuples autochtones. Quatre radios communautaires ont reçu un appui technique pour diffuser des messages d'éducation citoyenne sur l'arrêt des violations des droits de l'enfant.

Evidence Generation, Policy Dialogue and Advocacy

Le dialogue politique et le plaidoyer basés sur les évidences se sont raffermis en 2015 à la faveur d'actions et initiatives orientées sur la problématique des iniquités. Des résultats considérables ont été atteints avec l'élaboration et la dissémination d'une analyse exhaustive de la situation des femmes et des enfants. Ses données et recommandations ont servi d'argumentaire à un plaidoyer auprès des décideurs et des partenaires en vue de prendre en compte les principales causes et les réels déterminants pour les réajustements stratégiques et programmatiques. La production d'évidence en appui aux politiques sociales s'est étoffée à travers le parachèvement de la revue des investissements et dépenses Publics dans le secteur de l'éducation dont les conclusions vont orienter le dialogue politique autour de l'accès des enfants vulnérables à une éducation de qualité. L'évaluation de l'allocation de rentrée scolaire a permis d'analyser le ciblage et l'impact de cette allocation pour mener un plaidoyer en faveur des enfants les plus marginalisés. Ses recommandations ont servi à l'élaboration d'un projet de décret pour l'harmonisation des allocations de rentrée scolaire et d'allocations familiales avec pour finalité de garantir à travers la loi l'équité aux enfants les plus pauvres. Les résultats de l'enquête sur la perception de la pauvreté ont été utilisés dans le cadre d'un plaidoyer politique et de l'adoption de mesures favorisant plus d'équité. La cartographie du préscolaire validée en 2015 a constitué un outil performant pour cerner les questions de la petite enfance en prélude à un plaidoyer pour la mise en place de programme et d'action appropriés. L'analyse des privations (MODA), l'étude sur les grossesses précoces et l'analyse situationnelle de la prise en charge pédiatrique du VIH/SIDA ont alimenté un plaidoyer multidirectionnel destiné à prendre en compte dans les programmes publics.

Partnerships

Le partenariat a connu d'importantes initiatives qui élargissent la mobilisation et la collaboration autour de la promotion des droits de l'enfant. Des partenariats stratégiques avec le Parlement, l'Association des Maires du Gabon et les plateformes de la société civile pour promouvoir la réforme législative et le développement local ont permis d'élargir les alliances en faveur des droits des enfants les plus démunis et d'œuvrer pour plus d'appropriation et d'autonomisation de ces intervenants pour mener à bien des programmes et actions pérennes pour le bien-être, le développement, la protection et la survie de l'enfant. Des avancées significatives dans le cadre de la promotion d'initiatives globales comme la "Promesse Renouvelée" ont pu être enregistrées à la faveur de partenariats avec les leaders religieux et les medias communautaires pour la promotion des PFE. L'engagement du Gouvernement à la Survie de

l'enfant s'est aussi consolidé sur le plan institutionnel, stratégique et programmatique à travers notamment des campagnes nationales de vaccination et l'introduction du vaccin polio injectable. L'établissement de nouveaux partenariats avec le secteur privé autour de l'Initiative des "droits de l'enfant et principes régissant les Entreprises" ainsi que l'engagement du secteur privé tend à promouvoir la responsabilité sociale de l'entreprise et à mobiliser des partenariats et des ressources. Dans cette optique, la collaboration avec Western Union s'est renforcée avec le projet de financement d'une nouvelle tranche d'un projet d'appui aux enfants vivant avec un handicap. Les collaborations avec les opérateurs de téléphonie mobile autour d'initiatives globales (internet.org et internet good things), ainsi qu'avec le secteur du pétrole ont permis d'établir les bases d'un partenariat plus étendu tant en terme de mobilisation de ressources, que d'engagement social et de partage des évidences et expertises.

External Communication and Public Advocacy

Le Bureau Pays a entrepris d'importantes actions de communication extérieure en cohérence avec les piliers de la stratégie globale de communication et de plaidoyer public de l'UNICEF à savoir "voix, portée et engagement", ce qui a permis de rehausser le profil du programme de coopération et de renforcer la visibilité des réalisations en faveur des enfants. De nouveaux segments d'audiences ont été ciblés, essentiellement les décideurs, législateurs, maires, jeunes, donateurs et médias à travers des supports multimédia et plusieurs plateformes (ICON, WCAR site web) amplifiant ainsi les messages et les priorités du programme. Un plaidoyer multidimensionnel a été mené envers des Parlementaires et des maires autour des problématiques de l'équité pour promouvoir la budgétisation sociale, la réforme législative et la planification locale favorables aux enfants les plus vulnérables avec des résultats en terme d'engagement et de mise en place d'alliances. La couverture et la documentation des interventions se sont étendues générant un meilleur partage de connaissances avec les médias pour l'instauration d'un débat sur les droits et l'information du grand public. Plusieurs briefings de la presse ont permis une diffusion large de la Situation des Enfants dans le Monde 2015 mettant en avant les innovations pour les droits ainsi que le lancement de la campagne "All In" pour la lutte contre le VIH/SIDA. Des actions nationales et régionales de plaidoyer ont été menées lors de la célébration de la Journée Internationale de l'Enfant et de la campagne pour Un monde juste.

En 2015 l'UNICEF Gabon a mis en place des plateformes sur certains médias sociaux (Facebook, Twitter) multipliant la portée des messages et l'engagement de nouvelles audiences essentiellement les donateurs et les jeunes ainsi que l'adoption de l'innovation internet.org en vue de concrétiser les initiatives globales visant à réduire le gap de la connectivité des groupes et communautés défavorisés.

Identification and Promotion of Innovation

UNICEF Gabon a entamé en 2015 la mise en œuvre des recommandations de la note d'orientation sur l'innovation élaborée lors de la RMP de 2014 qui stipulait d'inventorier les outils, techniques et approches qui ont un potentiel "innovation" et qui peuvent faire l'objet d'expérimentation, de nouer des partenariats avec les laboratoires UNICEF existants et engager des discussions sur les idées ou approches retenues, de documenter les approches en cours et les partager avec l'Unité Innovation pour les intégrer si elles sont jugées innovantes dans la carte interactive sur le site innovation maintenu par l'Unité. Dans ce cadre le Bureau a collaboré avec le Centre Global d'Innovation de l'UNICEF et conformément à l'initiative globale, de promouvoir des ressources internet focalisées sur les droits des enfants auprès des groupes vulnérables pour la création d'un site UNICEF Gabon. Ce partenariat qui couvre aussi le secteur privé permet aujourd'hui aux populations vulnérables d'avoir accès à des informations

et ressources indispensables à la survie et au développement des enfants. La stratégie digitale qui permet d'accroître la portée des messages et l'engagement des partenaires a été diversifiée avec la mise en place de plateformes de medias sociaux. Pour mieux promouvoir l'innovation plusieurs approches programmatiques essentiellement liées au monitoring de l'équité (MoRES) et ses articulations et synergies avec le changement de comportements, l'observation des droits dans le cadre des systèmes de protection, le suivi communautaire des épidémies, la participation des enfants et des jeunes à travers le «Rapid SMS », les medias sociaux, les medias locaux, mais aussi des méthodes communautaires, des idées créatives constituent un potentiel d'innovation considérable dans le cadre des réajustements du programme de coopération. Une mission d'appui du Centre Global d'Innovation a permis de passer en revue les principales pistes d'action, ce qui peut ouvrir la voie à l'incubation de plusieurs autres innovations

Support to Integration and cross-sectoral linkages

Dans sa structure, le programme intègre certains aspects des domaines stratégiques. C'est le cas du VIH, dont les priorités appuyées par l'UNICEF sont intégrées aussi bien dans la section VIH/SIDA (dans son axe "prévention primaire de l'infection et lutte contre la vulnérabilité des adolescents et jeunes"), la Survie de l'Enfant (pour l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et la prise en charge pédiatrique), et la section Protection de l'enfant (pour la réduction de l'impact du VIH sur les orphelins et autres enfants vulnérables).

Aussi, l'étude sur les grossesses précoces en milieu scolaire, dont les résultats ont été validés au cours de l'année, permettra de développer des stratégies prenant en compte les secteurs Education, VIH (prévention des IST et VIH/SIDA chez les adolescentes), ainsi que la C4D. La mise en œuvre de l'approche de planification et monitoring décentralisés pour le système d'équité (MoRES) dans 4 départements du pays a été utilisée comme un outil intégré de suivi des progrès en matière de santé de la mère et de l'enfant (vaccination, consultations prénatales et accouchements, nutrition, VIH).

Human Rights-Based Approach to Cooperation

UNICEF Gabon a élaboré et présenté son rapport confidentiel sur l'application de la CDE au Gabon au Comité International des Droits de l'Enfant en juin 2015 et a répondu aux interrogations dudit comité afin de l'aider à préparer la session de présentation du rapport périodique du Gouvernement de juin 2016. De même, le Gouvernement Gabonais a présenté son rapport au Comité de l'UA sur la CADBE en novembre.

Les évidences générées cette année dans le domaine des politiques sociales et de la protection de l'enfant ont permis d'identifier quelques domaines nécessitant des actions correctrices pour réduire les iniquités entre les enfants. C'est le cas des allocations de rentrées scolaires qui diffèrent en fonction du statut social du parent qui sont plus élevées pour le secteur privé et plus basses pour les gabonais économiquement faibles. La cartographie du préscolaire indique que de nombreux enfants n'ont pas accès à cette éducation et que plusieurs écoles ne répondent pas aux normes. Les informations collectées sont régulièrement présentées aux autorités, comme ce fut le cas cette année avec les parlementaires des deux chambres et les maires du Gabon qui ont été sensibilisés sur les privations dont sont victimes les enfants dans le pays. L'analyse de la situation des femmes et des enfants du Gabon a été réalisée selon l'approche basée sur les droits humains et l'équité ; elle a été validée en octobre et servira de base aux discussions durant les travaux de préparation du prochain CPD.

En matière de participation des jeunes, plusieurs activités dont la production de la cartographie

des intervenants dans la prévention du VIH ont été menées avec l'implication de ces derniers dans le domaine du VIH et de la protection.

En matière de droit à la protection, plus de 2.000 enfants provenant d'une dizaine d'établissements scolaires et les enfants du centre d'accueil « Cri de l'Enfant » ont revendiqué leurs droits lors de la célébration nationale de CRC@26 à Oyem.

Enfin, UNICEF Gabon a appuyé des activités de renforcement des capacités des prestataires de santé de quatre localités pilotes ayant de faible performance dans le domaine de la santé

Gender Mainstreaming and Equality

Le Programme de Coopération ayant une orientation Up Stream du fait du statut du Gabon classé comme pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le défi réside de ce fait, dans la formulation de politiques et programmes apportant une réponse aux besoins des enfants et des femmes les plus vulnérables tout en prenant en compte les spécificités liées au genre.

Le bureau a poursuivi son engagement à réaliser des études et analyses suffisamment désagrégées, notamment par sexe, pour permettre de mieux apprécier la situation des enfants et des femmes et surtout d'identifier les plus vulnérables et adapter les interventions en fonction de leurs besoins. Cette année et dans la mesure du possible, toutes les études appuyées par l'UNICEF ont intégré cette dimension. C'est le cas de l'analyse de la situation des femmes et des enfants, dont les résultats ont été désagrégés en mettant en avant les inégalités liées au genre.

Une étude plus spécifique sur les grossesses précoces en milieu scolaire a également été réalisée et validée. Les résultats permettront de mieux orienter le plaidoyer du bureau auprès des décideurs en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention du phénomène et d'accompagnement des jeunes filles qui en sont victimes, en tenant compte de la problématique sous le prisme du genre.

On note par ailleurs que la prise en compte du genre est particulièrement visible dans les activités de prévention du VIH. En effet, cette dimension a été intégrée dans les formations organisées à l'intention des enseignants de deux localités en périphérie de Libreville. Un point focal genre formé existe dans le bureau, la M&E Specialist NOC.

Environmental Sustainability

Bien que la problématique de l'environnement durable ne soit pas spécifiquement intégrée dans le programme de coopération, le Gabon, avec l'implication personnelle du Président de la République, est fortement engagé dans le domaine avec l'appui des agences du système des Nations Unies comme le PNUD. Le Plan Stratégique Gabon Emergent d'ici 2025 inclut l'environnement durable comme l'un de ses principaux piliers.

Le Gabon qui assure la présidence de la CEEAC a abrité une conférence des Ministres en charge de l'environnement des pays de la CEEAC à laquelle l'UNICEF a pris part afin de préparer un « position paper » des pays d'Afrique Centrale pour la COP 21.

UNICEF Gabon a conduit l'évaluation sur les émissions de carbone (environmental footprint assessment) ; les résultats de l'évaluation permettront au bureau de mettre en place des mesures appropriées en vue de la réduction progressive d'émission de gaz carbonique

(actuellement de 4.4 tCO2 par membre du staff) et contribuer, de ce fait, à la réduction de la consommation des ressources du bureau.

Effective Leadership

UNICEF Gabon a finalisé en mars l'AMP suite à la réunion de revue annuelle de gestion. Les différents domaines de priorités et résultats clés identifiés sont :

- Programme : processus de programmation, élaboration et mise en oeuvre du plan d'assurance HACT, prévention et réponse aux urgences éventuelles: Polio et Ebola, renforcement PEV de routine, renforcement de l'intersectoralité : MORES et C4D ;
- Plaidoyer : mobilisation des ressources, plaidoyer pour l'Investment Case en matière de santé maternelle et infantile, protection sociale, et réforme législative
- Operations: réduction de la charge de travail, implémentation du GSSC, déménagement du Bureau, opérationnalité du BCP/DRP

Lors des réunions trimestrielles du CMT, les membres procèdent systématiquement à la revue des priorités programme, plaidoyer et Operations ainsi que des indicateurs de gestion. Les actions correctives sont identifiées si nécessaire, et le suivi de leur mise en oeuvre est fait au cours de la prochaine réunion.

- Indicateurs Programme : niveau d'exécution budgétaire, Situation DCTs et rapports aux donateurs, expiration des grants, mobilisation des ORR.
- Indicateurs Opérations : nombre de réunions des comités statutaires, recommandations de l'audit interne non clôturées, niveau d'exécution du Support budget, TAs >15 jours non clôturés, postes vacants pourvus dans les délais, parité genre, e. PAS/PAS complétés, temps passé sur les activités d'apprentissage et mise en oeuvre du Supply plan.

Le BCP, l'EWEA et le Risk Management ont été mis à jour. Trois domaines « High Risk » et 7 « Medium Risk » ont été identifiés, et des plans d'action élaborés pour mitiger ces risques. Le BCP a été testé en janvier.

Le renforcement du fonctionnement de l'Operations Services Center (OSC) amorcé en 2014 s'est poursuivi avec la tenue régulière des réunions de revue de gestion.

Financial Resources Management

En décembre, la performance financière du bureau a été assez satisfaisante avec un taux d'exécution global de 86%. En 2015, le bureau comptait 20 IR actifs avec un montant total financé de US\$ 2.142.000; le montant total utilisé a été de US\$ 1.711.262. L'utilisation des Ressources Régulières (GC+GS) a été de 89%, celui des fonds ORR de 82%. Le PCR Support a enregistré un taux d'utilisation de 91% sur une allocation annuelle de US\$ 427.968,67. Les DCT non liquidés totalisaient US\$ 333.186 et ceux > 9 mois US\$ 815 soit 0.2%.

Les clôtures mensuelles des comptes ont été faites à temps. Les « open items » ont été revus régulièrement et traités. Les rapports de réconciliation bancaire ont été soumis à temps dans Vision. A ce jour, le bureau n'a pas de "open items" de plus d'un mois hormis les TVA remboursables. Le plaidoyer et le suivi amorcés depuis 2014 auprès des autorités gabonaises ont permis un règlement partiel au cours du dernier trimestre totalisant USD 20.845.

Le bureau a exécuté le plan de mise en oeuvre des recommandations approuvé par le bureau de l'Audit Interne et des Investigations (OIAI). Au 08 juillet 2015, les deux recommandations restantes en début d'année ont été clôturées. Le bureau a réalisé le «full compliance » du HACT au 30 juin 2015 et mis le plan d'assurance progressivement en oeuvre. 8/13 des visites programmatiques et 2/5 des « spot checks » ont été réalisés.

Le renforcement de la gestion des Actifs s'est poursuivi en 2015 avec la disposition des

équipements obsolètes ou ne répondant pas aux normes de travail, ainsi que la vérification physique des équipements.

Fund-raising and Donor Relations

Le Bureau s'est attelé en 2015 à opérationnaliser sa stratégie de mobilisation des ressources en fixant des priorités liées au renforcement de capacités, à l'affinement du profil des donateurs, à l'élargissement des cibles et à l'engagement du secteur privé en tenant compte du contexte particulier du Gabon comme pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, donc peu attractif pour les pays donateurs. La contribution effective du Bureau à l'atelier sur la mobilisation des ressources organisé par le Bureau Régional en collaboration avec le Siège et PFP a permis de mieux appréhender les nouvelles approches et d'adopter de nouveaux outils pour optimiser les opportunités en fonction des indicateurs régionaux retenus. Plusieurs propositions de financement d'environ 2,000,000 USD ciblant de nouveaux donateurs (Japon, le NaTcom France, Western Union, Total Gabon et Airtel Gabon) et couvrant les principales priorités du programme ont été élaborées et soumises. Des ressources conséquentes ont été mobilisées dans le cadre de la survie de l'enfant. La mobilisation conjointe avec le SNU a été redynamisée. L'engagement du secteur privé a été relancé auprès des opérateurs de téléphonie mobile, des compagnies pétrolières et des banques avec un triple objectif de mobilisation de ressources, de promotion de la responsabilité sociale de l'entreprise et de partage d'évidences et de données sur l'enfance. Ces efforts devraient se concrétiser en 2016. Un plaidoyer auprès des partenaires bi et multi latéraux a été entrepris pour renforcer la mobilisation des ressources.

Les processus de travail et les mécanismes d'assurance qualité des propositions de financement et des rapports aux donateurs ont été améliorés dans l'optique d'atteindre les standards et de renforcer la crédibilité du programme et la fidélisation des donateurs. Le suivi régulier de la mobilisation des ressources a été mené par le CMT et en réunions de programme.

Evaluation

Durant l'année 2015, aucune évaluation n'a été planifiée dans le cadre du programme de coopération 2012-2016.

Néanmoins, le suivi de la mise en œuvre du programme de coopération et des résultats atteints a été effectué durant les deux revues semestrielle et annuelle. C'est aussi au cours de ces rencontres que les partenaires et l'UNICEF ont analysé les forces qu'il faut capitaliser et les faiblesses auxquelles il faut faire face pour atteindre les produits escomptés. Des orientations ont été discutées et retenues pour améliorer les prestations de l'année 2016. Le Plan Intégré de Suivi/Evaluation annuel a fait l'objet d'un suivi interne lors de la Revue semestrielle de Gestion et avec les partenaires lors de la Revue Annuelle du Programme.

La Chargée de Suivi/Evaluation étant partagée entre trois bureaux (Gabon, Guinée Equatoriale et STP). La Guinée Equatoriale ayant organisé une revue à mi-parcours et STP un moment de réflexion stratégique (SMR) en 2015, les activités de suivi/évaluation du Gabon ont connu un ralentissement. 2016 constituant l'avant dernière année du cycle de programmation, un accent particulier sera mis sur l'évaluation de certaines composantes programmatiques en vue de la préparation du nouveau CPD.

Efficiency Gains and Cost Savings

La mise en œuvre effective des paiements électroniques en février 2015 a permis au bureau de réaliser une réduction sensible de 57% dans les charges liées au traitement des transactions. En effet, celles-ci sont passées de XAF 4,130 à XAF 1,770 par transaction. Les dépenses annuelles sont donc passées de US\$ 4,100 en 2014 à US\$ 2,800 en 2015. De plus, le délai de mise en place des fonds s'est nettement amélioré.

Le bureau continue de privilégier l'utilisation du VOIP, Lync et Skype pour les communications téléphoniques, et de mener une sensibilisation du personnel en les invitant à s'assurer que les équipements électriques, lampes/ampoules et climatiseurs soient éteints à la fermeture des bureaux, ou quand l'occupant s'absente du bureau ; tous les desktops ont été remplacés par des laptops. Ces différentes mesures ont permis de réduire les consommations en électricité. Un comité « Green Office » vient d'être créé et aidera le bureau à atteindre les objectifs d'économie d'énergie.

La sélection des fournisseurs et des prestataires de services : dans la gestion quotidienne, l'efficacité des coûts guide le bureau dans le choix des fournitures, services et les fournisseurs et prestataires de services sont sélectionnés sur la base des meilleures offres en termes de qualité/prix. Le bureau a sélectionné deux agences de voyage et essaie d'obtenir des tarifs raisonnables lors des réservations et achats de billets d'avion. Le bureau continue aussi d'insister sur la planification des voyages internationaux dans le souci d'obtenir les meilleurs tarifs possibles.

En 2016, le déménagement dans le bâtiment commun UN facilitera et accélérera l'exploration et la mise en œuvre des services communs. L'analyse coûts-bénéfices du déménagement a permis d'identifier des gains d'efficacité et d'estimer des économies de coûts de 59% et 10% respectivement dans la mise en œuvre des services communs: gardiennage et nettoyage/entretien des locaux.

Supply Management

2015 UNICEF Procurement	Value in US\$
Programme Supplies	289,913
Operational Supplies	150,987
Services with constructions	252,102
Total	693,002
Value of supplies channelled via Procurement Services	481,514
Value of locally managed procurement	
Operational Supplies	150,987
Services	252,102
Total	403,089

VIH/SIDA : le rapport sur la Cartographie des Principaux Intervenants dans la Prévention du VIH, les IST et les Grosses Précoces a été édité et imprimé, de même que celui relatif à la Stratégie de Développement des Clubs de sante dans les Etablissement Scolaires.

Survie et Développement de l'Enfant : Deux Sales Orders ont été placés dans le cadre du MORES pour achat de médicaments, kit test et réactifs VIH.

Protection : Mise en forme des cartes Scolaires avec la réalisation de deux Cartes de la Répartition des Préscolaires par Province et deux Cartes du Taux de Préscolarisation par Densité de la Population.

Le Ministère de la santé dans le cadre des achats assistance a transféré US\$ 319,455 pour l'achat de vaccins pour 2016.

Le bureau a des achats des équipements et consommables informatiques pour US\$ 60,862.53 et a procédé à la création de divers contrats institutionnels totalisant US \$158,185.51 relatifs au déménagement dans le nouveau bâtiment. L'exécution de ces contrats se poursuivra dans le premier trimestre de 2016.

Security for Staff and Premises

Le Représentant de Zone participe aux réunions mensuelles du Security Management Team. Le bureau a mis en œuvre les décisions et recommandations visant le renforcement de la sureté et de la sécurité de son personnel et de ses locaux. La liste du personnel du bureau est mise à jour mensuellement et soumise au Field Security Advisor. De plus, le bureau soumet à OPSCEN/NY la mise à jour trimestrielle du « Staff Emergency Contact List ».

Le suivi périodique de la validité des certificats de sécurité (Basic and Advanced) est fait par le Senior HR Assistant et l'Admin Assistant. La Security clearance est obligatoire pour tout déplacement de plus de 100kms et tout déplacement de moins de 100 kms qui nécessite la passation d'une nuitée. Le respect des prérequis sécuritaires du voyage sont vérifiés et confirmés par l'Admin Assistant au moment de la finalisation des voyages. Les déplacements à l'intérieur du pays ne sont pas autorisés entre 18h00 et 06h00 et les véhicules affectés aux missions de terrain sont équipés conformément au MOSS; Le bureau dispose d'un groupe électrogène de secours, d'un stock limité de carburant et d'une réserve d'eau pour parer aux coupures fréquentes d'électricité et d'eau.

En 2015, le bureau a reçu de EMOPS une allocation de fonds de sécurité totalisant USD 151,500 pour la réalisation des activités suivantes:

- Installation de portique
- Pose de film de rétention sur les ouvertures extérieures
- Formation du personnel en soins de premiers secours
- Installation d'une centrale incendie
- Aménagement d'un espace pour servir de « safe haven »

Compte tenu du déménagement dans le nouveau bâtiment UN planifié dans le mois de janvier 2016, la réalisation des activités ci-dessus a été différée. Elles seront réexaminées une fois que le déménagement sera effectif dans les nouveaux locaux.

Human Resources

Tous les postes établis ont été pourvus à l'exception de celui de Représentant adjoint (Deputy Representative) vacant depuis novembre. Le Bureau compte 3IP, 6 NO et 10 GS.

Au 01 janvier, le bureau comptait 19 postes dont un GS vacant comblé en juillet. Deux staffs ont été recrutés sur contrats TA au troisième trimestre.

Le plan de formation du bureau a été approuvé en mars. A fin 2015 le taux de réalisation du plan est de 80%. Le plan de renforcement des capacités du staff de l'OSC en Vision a été mise en œuvre et les résultats sont satisfaisants. La Senior HR Assistant partage régulièrement des informations sur des domaines intéressant le staff : développement de carrière, coaching de carrière, pension, stretch assignments et principes directeurs de l'UNICEF. L'Area Learning committee se réunit trimestriellement pour le suivi des activités.

PAS: en début d'année, tous les staffs ont fait l'étape de performance planning. Le taux de complétude des discussions à mi-parcours à fin 2015 est de 100% du staff concerné. La mise en œuvre du Plan d'action du Global Survey et des recommandations de la retraite du Staff sont suivis lors des réunions du JCC et CMT. La situation à fin 2015 est de 54% de réalisation, 23% en progression et 23% non started.

Ethics & Integrity and HACT: 100% du staff a réalisé la formation en ligne sur Ethique & Intégrité. Le point focal a participé à la session Webinar et organise périodiquement des discussions ouvertes avec le staff. 100% des staffs concernés par HACT ont suivi la formation en ligne.

VIH/SIDA : les sensibilisations dans le SNU au Gabon sont organisées par le comité inter agence sous le leadership du UNAIDS, en 2015 il n'y a pas eu de session.

Effective Use of Information and Communication Technology

Depuis l'implémentation du nouveau standard d'UNICEF en environnement ICT, le Cloud avec Office 365 et tous ses services, a permis une amélioration effective dans la qualité du travail du staff. Le Bureau a pourvu le « critical staff » de smartphones avec une connexion internet 3G sur lesquels est configuré l'accès aux mails; la même configuration a été faite sur les smartphones personnels des collègues qui le souhaitaient. A tout moment et n'importe où, le staff peut accéder à ses mails et réagir en temps réel. De plus, tout le staff est pourvu d'ordinateur portable sur lequel est configuré Outlook, VISION, et Cisco AnyConnect pour le VPN. Ce qui permet à chacun de travailler aussi bien au sein ou hors du bureau/en voyage. Des Box Internet 3G que chaque staff peut emprunter en cas de besoin sont disponibles. Par conséquent, « Skype for Business » est devenu l'application de messagerie instantanée préférée et la plupart des collègues s'y connectent automatiquement et restent joignables à tout moment ; « One Drive » est surtout utilisé pour la sauvegarde des données de travail personnelles et le partage de fichiers lourds ; « SharePoint » est la plateforme utilisée pour la mise à jour des rapports, ce qui facilite nos échanges avec le Bureau Régional et le Siege.

L'exercice de simulation du BCP/DRP a eu lieu en janvier. Des recommandations ont été formulées afin d'améliorer la conduite des exercices futurs.

Le bureau a bénéficié de l'appui du Centre Mondial de l'Innovation et du Bureau Régional pour la mise en place de la plateforme « Internet of Good Things » avec Airtel et pour le lancement de comptes Facebook et Twitter permettant au Bureau de diffuser des messages de sensibilisation à un public plus large et plus jeune.

ANALYSIS BY OUTCOME AND OUTPUT RESULTS

OUTCOME 1 Politiques partenariats développés: D'ici fin 2016, des politiques sociales ainsi que des mécanismes de plaidoyer et de partenariats favorables aux enfants, notamment aux plus défavorisés, sont développés et mis en oeuvre et les ressources affectées à ces secteurs sociaux prioritaires augmentées et mieux utilisées

Analytical Statement of Progress:

Des progrès sont en cours vers l'atteinte de ce résultat.

Les études conduites en 2014 sur les politiques sociales ont été validées techniquement au cours de l'année et sont en attente d'approbation par le Gouvernement. Le rapport de la revue des investissements et dépenses dans le secteur de l'éducation a servi de support aux activités de plaidoyer auprès des parlementaires et des Conseillers du Conseil Economique et Social. Cette revue a été réalisée dans le contexte de la réforme budgétaire et du passage à la budgétisation par objectif de programme.

Les cadres normatifs et législatifs sur les droits des enfants, notamment le Code de l'Enfant, ont également été validés et en attente d'approbation par le Gouvernement.

Le document de Politique Nationale de Protection Sociale qui a connu une première validation technique en fin 2013, a fait l'objet d'une relecture en vue de son alignement avec la stratégie d'investissement humain du Gabon (SIHG). Le nouveau document a été validé en décembre 2015.

L'analyse de la situation des femmes et des enfants (SITAN) a été réalisée et validée en octobre 2015 ; ce document pourrait faire l'objet d'une mise à jour en 2016 suite à la demande d'extension d'une année du programme.

Dans le cadre du plaidoyer en direction des parlementaires, les résultats de l'analyse par l'approche MODA sur les privations des enfants leur ont été présentés dans le but de les sensibiliser et de disposer d'évidences pour aider le Gouvernement à mieux orienter ses choix politiques en faveur des enfants et notamment des plus vulnérables.

En dépit de ces progrès, il y a lieu d'accélérer la validation politique des textes législatifs, codes et politiques formulés pour entamer effectivement leur mise en œuvre. Des plaidoyers se poursuivent auprès des autorités en vue de cette accélération.

Sur le plan des allocations budgétaires aux secteurs sociaux de base (santé, eau, éducation, protection sociale), malgré un plaidoyer soutenu dans un contexte de baisse du prix du pétrole, la part des ressources nationales allouées restent insuffisantes pour répondre aux besoins desdits secteurs.

OUTPUT 1 Cadre normatif national de protection: Le cadre normatif national de protection de l'enfant est renforcé et appliqué.

Analytical Statement of Progress:

Les efforts pour l'atteinte de ce produit ont été focalisés sur trois interventions majeures : la réalisation de la cartographie du préscolaire, l'élaboration du Code l'enfant et le manuel de prise en charge des OEV.

La cartographie du préscolaire a permis au Gouvernement, à la société civile et aux bailleurs de fonds, de connaître avec précision les forces et faiblesses du système éducatif des enfants de moins de cinq ans en vue d'une adaptation du cadre normatif tenant compte des défis identifiés. Sur 1.007 établissements préscolaires, l'étude a montré que 60,2% des ménages interviewés avaient au moins un enfant de moins de 6 ans non scolarisé. De plus, l'étude révèle que l'environnement d'implantation du préscolaire n'est pas toujours sain et sécurisé. Ces résultats vont alimenter le plaidoyer pour un renforcement du système préscolaire au Gabon.

Le Code de l'enfant qui vient d'être validé aura la force d'une loi inclusive et holistique de par le contenu des dispositions qui intègrent, non seulement les 54 articles de la CDE, mais aussi les dispositions du Protocole de Palerme, la Convention relative aux droits des personnes vivant avec un handicap, la CEDEF, les Instruments de l'OIT et les protocoles facultatifs ou additionnels. Les principaux résultats comprennent l'harmonisation de la définition de l'âge de l'enfant, de l'âge du mariage fixé à 18 ans pour les deux sexes et des pénalités qu'encourent ceux qui violent les droits des enfants.

Le manuel de prise en charge des OEV facilitera le travail des intervenants de terrain dans le traitement de l'enfant vulnérable. Le Manuel des cours sur la CDE donne aux écoles de formation des professionnels de la protection des modules aux formateurs des magistrats, policiers, infirmiers, ou enseignants. L'arrêté n°2134/PM portant création et organisation du comité national de protection de l'enfant en ligne et son cadre stratégique sont des instruments contre la cybercriminalité. La loi sur les crimes rituels donne l'opportunité de combattre juridiquement le phénomène.

UNICEF Gabon a appuyé la présentation du rapport alternatif de la société civile sur la CDE au Comité des droits de l'enfant. Ce rapport a été soumis en même temps que le rapport confidentiel de l'UNICEF sur l'application de la CDE au Gabon élaboré et présenté en juin 2015 au Comité des Droits de l'Enfant à Genève. Un appui technique a été également apporté à l'élaboration et validation du rapport périodique de l'Etat-Partie qui sera présenté en 2016.

OUTPUT 2 Un plaidoyer adéquat est mené pour les politiques et des programmes visant les enfants et les femmes les plus défavorisés sont mises en oeuvre, grâce un support en ressources humaines et les différents couts opérationnels

Analytical Statement of Progress:

Pour contribuer à la mise en œuvre des activités et l'achèvement des outputs, un support en ressources humaines et différents couts opérationnels a été donné à travers, notamment la prise en charge des salaires et autres charges du personnel en charge de la gestion du PCR.

OUTPUT 3 D'ici 2016, des données statistiques globales et désagrégées sont produites, analysées et mises à la disposition des décideurs pour la promotion des droits des enfants, le suivi des OMD, la réalisation de la SITAN et la formulation des politiques et programmes qui prennent en compte les besoins spécifiques des enfants les plus défavorisés

Analytical Statement of Progress:

En 2014-2015, plusieurs études et enquêtes ont été réalisées ou achevées en vue de fournir des évidences aux décideurs pour la formulation des politiques et programmes. Il s'agit entre

autres, de la finalisation et validation du rapport de l'enquête légère sur la perception de la pauvreté subjective des enfants de 10 à 18 ans qui a abouti à la rédaction d'une note de synthèse et qui est en attente d'édition et de vulgarisation ; de la validation technique du rapport sur les investissements et dépenses dans le secteur de l'éducation et de celui sur les allocations de rentrée scolaire.

Les résultats de l'analyse sur les privations des enfants par l'approche MODA ont été présentés aux parlementaires en mars et juin ainsi qu'aux maires en décembre, en vue de les sensibiliser et leur fournir des arguments pour aider le Gouvernement à mieux orienter ses choix politiques en faveur des enfants et notamment des plus vulnérables. Au vu de l'intérêt manifesté par les deux chambres et l'Association des Maires du Gabon, le rapport mérite d'être publié pour une diffusion plus large.

L'analyse de la Situation des femmes et des enfants a été réalisée, finalisée et validée en octobre 2015. Ce document servira de support aux discussions durant les travaux de préparation du prochain cycle de programme en permettant d'identifier les domaines d'interventions prioritaires et les axes stratégiques pour les cinq prochaines années.

Toutes ces études et analyses permettent de disposer d'une bonne plateforme de discussion sur les forces et les faiblesses des politiques développées en faveur des enfants dans le pays et formuler des stratégies pour combler les gaps identifiés. Le défi à venir consistera à trouver les voies et moyens d'aider le Gouvernement à valider politiquement la Politique Nationale de Protection Sociale et à mettre en œuvre les recommandations issues de ces études

OUTPUT 4 D'ici 2016, une Politique Nationale de protection sociale prenant en compte les catégories les plus vulnérables est formulée, validée et adoptée

Analytical Statement of Progress:

L'environnement national s'étant enrichi en 2014 avec de nouvelles initiatives gouvernementales telles que la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG) et le nouveau contrat social du chef de l'Etat, il a été procédé à la révision du Document de Politique Nationale de Protection Sociale arrimé à la SIHG, conformément à la sollicitation du Gouvernement. Ce nouveau projet a été relu et validé au cours d'une session spéciale organisée le 10 décembre 2015, par la Commission mise en place par le Gouvernement pour élaborer un projet de Code de Protection sociale.

Cet atelier de relecture et de validation du Document de Politique Nationale de Protection Sociale a procédé également à l'examen et à la validation de quatre projets de textes élaborés avec l'appui de l'UNICEF sur (i) l'extension de la sécurité sociale aux entreprises et agents du secteur informel (ii) l'harmonisation et la revalorisation des allocation familiales et de rentrée scolaire, (iii) L'instauration d'un régime de retraite complémentaire et (iv) l'instauration d'un régime d'assurance chômage ; ces textes ont été remis, à la demande du Gouvernement, à la Commission d'élaboration du projet de Code de Protection sociale.

Une enquête d'évaluation des connaissances acquises en concepts, mécanismes et outils de la protection sociale des 93 participants formés en 2013 et 2014, a été réalisée et le rapport final produit. Il en ressort que ces derniers souhaitent bénéficier de nouvelles séances d'initiation et d'approfondissement dans les domaines des conditionnalités des transferts monétaires, des coûts et financements, ainsi que du Suivi-Evaluation des programmes de transferts sociaux. Il est aussi apparu judicieux d'ouvrir les formations à d'autres départements.

OUTPUT 5 D'ici 2016, les évidences sont produites et disséminées pour argumenter les plaidoyers en faveur de l'augmentation des allocations budgétaires et de l'amélioration des dépenses des secteurs sociaux (santé, eau, éducation, protection sociale), notamment en faveur des enfants les plus défavorisés

Analytical Statement of Progress:

Le rapport de la revue des investissements et dépenses dans le secteur de l'éducation durant la période 2010-2013, a servi de support aux activités de plaidoyer auprès des parlementaires et des Conseillers du Conseil Economique et social. Cette revue a été réalisée dans le contexte de la réforme budgétaire et du passage à la budgétisation par objectif de programme. La revue des dépenses a constaté des fluctuations de la part des ressources budgétaires allouées au secteur de l'éducation, comprise entre 10% et 11 % du budget global de l'Etat ainsi que la baisse de ces budgets par rapport à 2009. Cette situation est le reflet d'une stagnation des efforts d'allocation budgétaire en faveur du secteur de l'éducation par rapport à la précédente décennie. La part des donateurs au financement du secteur de l'éducation a représenté en moyenne 5% de l'allocation budgétaire durant la période 2010-2013.

La part des ressources budgétaires allouées au secteur de l'éducation n'est pas suffisante pour répondre à l'ensemble des besoins de ce secteur, notamment dans le pré-primaire et le primaire. On note que les lois de finances sont fréquemment révisées, sous forme de lois de finances rectificatives, en partie du fait de la volatilité et prévisibilité limitée des cours du pétrole, impactant négativement tous les secteurs y compris celui de l'éducation, de la santé et de la protection sociale.

Les activités de sensibilisation menées auprès des parlementaires et maires, et qui vont se poursuivre, ont aussi utilisé comme support les autres études réalisées, notamment l'évaluation des allocations de rentrée scolaire et l'analyse des privations par l'approche MODA.

OUTCOME 2 D'ici fin 2016, les enfants et leurs mères, notamment les plus défavorisés, bénéficient d'un paquet minimum de services promotionnels, préventifs et curatifs adaptés permettant d'améliorer leur survie, leur développement et leur protection y compris en situation d'urgence.

Analytical Statement of Progress:

Suite aux recommandations de la RMP 2014, certains outputs et indicateurs ont été reformulés pour mieux s'adapter au contexte. Les modifications majeures concernaient surtout la C4D en rapport avec les PFE et la protection. Ainsi, cette année l'accent a été mis sur la mise en place d'un mécanisme de coordination et l'élaboration d'une stratégie C4D dont la formulation est en cours. Des campagnes de sensibilisation ont été menées auprès des communautés et leurs leaders en vue d'améliorer leurs perceptions au sujet de l'enfant et de ses droits. Les capacités des structures de protection de l'enfant contre les abus, les violences et l'exploitation des enfants ont été renforcées. Ce qui a permis d'alphabétiser plus de 90 enfants victimes de traite transfrontalière et d'inscrire d'autres dans des écoles publiques avant leurs retours dans les pays d'origine.

Dans le domaine du VIH, les activités de renforcement des capacités ont été organisées en faveur des enseignants sur le VIH, les IST et la santé sexuelle et reproductive (SSR), ainsi que sur des aspects de genre, les facteurs de vulnérabilité des filles, les adolescents et les fléaux sociaux, les droits de l'homme et la violence en milieu scolaire. De même, une cartographie des intervenants dans le domaine du VIH a permis d'avoir une idée du nombre et des capacités

d'action de ces derniers sur le terrain, mais aussi d'estimer l'état de leurs besoins. A ce jour, on compte 20 entités sur 63 qui sont impliquées dans cette lutte et disposant de capacités techniques renforcées.

UNICEF Gabon, en collaboration avec la Direction Générale de la Prévention du Sida, l'ONUSIDA et le Conseil National de la Jeunesse ont soutenu le lancement officiel de l'Initiative «All In» au Gabon en Novembre.

Dans le domaine de la survie de l'enfant, la contribution de l'UNICEF aux deux campagnes de vaccination contre la polio a permis de mobiliser les familles et les communautés des dix régions sanitaires du pays et d'atteindre les cibles de couverture pour les deux passages (respectivement 110.8% et 115.3% selon les données administratives et 96,1% pour chacun des deux passages selon les données du Monitoring Indépendant). UNICEF, en collaboration avec l'OMS, a soutenu les différentes phases de l'introduction du vaccin polio injectable (VPI) à travers un plaidoyer sans relâche et un appui technique conséquent; ce qui a abouti au lancement officiel de l'introduction en décembre ; par ailleurs, un accompagnement technique est apporté au pays pour la mise en œuvre de la feuille de route devant conduire au switch en 2016 du vaccin polio trivalent au bivalent. En complément aux campagnes de vaccination, les populations des zones frontalières avec le Cameroun et la Guinée Equatoriale ont été sensibilisées sur les pratiques familiales essentielles (PFE) avec un fort accent sur l'hygiène des mains. Les efforts se poursuivent actuellement avec le renforcement des capacités des prestataires de services des pilotes retenus dans le cadre du MoRES

OUTPUT 1 Au moins 60% des principales entités de la prévention du VIH, des IST et des grossesses précoces chez les adolescents et les jeunes ont leurs capacités renforcées. pour offrir des services de qualité, notamment aux plus vulnérables,

Analytical Statement of Progress:

Le plan opérationnel de la politique sanitaire nationale 2013-2017 a été validé avec l'appui de l'UNICEF Gabon et d'autres partenaires. Le renforcement des capacités des entités impliquées dans la prévention du VIH, des IST et des grossesses précoces chez les adolescents et jeunes s'est poursuivi. Ainsi, les capacités de 19 structures (Centre d'Information, Ecoute et Conseils et ONG) ont été renforcées; ce qui porte à 20 sur 63 le nombre d'entités identifiées par la cartographie et disposant de compétences pour mener efficacement les activités de prévention pour la lutte contre le VIH et les IST. Aussi, un pool de 95 enseignants de deux communes proches de Libreville (Ntoun et Kango), ont été dotés de compétences pour conduire de manière appropriée les enseignements, notamment dans le domaine du VIH et des IST, la santé sexuelle et reproductive (SSR).

La cartographie des intervenants dans le domaine du VIH a permis de déterminer le nombre et les capacités d'action de ces derniers et d'apprécier l'état de leurs besoins.

Une étude sur les grossesses précoces en milieu scolaire a été réalisée. Elle confirme la persistance du fléau, une des principales causes d'abandon scolaire chez les adolescentes au Gabon. Le rapport de l'étude a été validé par les différents acteurs de la promotion de la santé sexuelle et reproductive et ses résultats restitués au cours d'un atelier national. Le rapport, qui sera publié, servira de document de base pour les prochaines programmations dans le cadre de la réponse au phénomène des grossesses à l'école.

La stratégie de généralisation des clubs santé dans les écoles développée en 2013 a été publiée. Sa diffusion est en cours et sa mise en œuvre a démarré par l'appui à la création d'un club santé au Lycée Public de Kango qui a pris en compte l'équipement et les formations. Dans le cadre de l'intégration de l'enseignement sur le VIH et la santé sexuelle et reproductive dans les programmes scolaires, 115 formateurs avaient été formés précédemment. Ceux-ci ont formé 95 enseignants des communes de Ntoun et de Kango.

UNICEF Gabon, en collaboration avec la Direction Générale de la Prévention du Sida (DGPS), l'ONUSIDA et le Conseil National de la Jeunesse, a procédé en novembre au lancement de l'Initiative « All In ». A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, un appui pour l'achat de réactifs pour les dépistages a été donné à la DGPS.

OUTPUT 2 Capacités structures de protection renforcées: Les structures de protection de l'enfant ont développé leurs capacités techniques et opérationnelles pour la prévention des abus, des violences et de l'exploitation ainsi que pour et la prise en charge des victimes, y compris en situation d'urgence.

Analytical Statement of Progress:

Le renforcement du système de protection de l'enfant dans tout le pays a eu un impact national, et dans une certaine mesure régional, en l'occurrence dans les pays d'origine des enfants victimes de traite. Au moins 90 enfants victimes de traite transfrontalière ont été alphabétisés et d'autres inscrits dans des écoles publiques avant leur retour dans les pays d'origine. Ayant acquis des aptitudes élémentaires par l'instruction de base, ils sont maintenant capables de lire, écrire et comprendre en français. Ce changement social a permis de les sensibiliser sur les droits de l'enfant et les effets néfastes du travail des enfants et de l'exploitation économique. Le renforcement du système national de collecte de données se poursuit avec l'informatisation du service des statistiques au Ministère des Affaires sociales. Le référentiel exploité est la Matrice Nationale des Indicateurs de Protection qui est disponible depuis 2013 mais dont certains des 80 indicateurs ne sont pas renseignés régulièrement.

Un autre outil qui va renforcer la qualité des services d'aide aux enfants en détresse et à leurs familles est le numéro vert de l'ONG ChildHelpline. En effet, les termes de référence du partenariat entre ChildHelpline, le Ministère en charge des affaires sociales et l'UNICEF ont été validés et un atelier de sensibilisation et de formation à l'utilisation du numéro vert en ligne a été organisé par ChildHelpline.

Le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et de la société civile pour la protection de l'enfant dans les situations d'urgences humanitaires s'est poursuivi. La Croix Rouge Gabonaise, la Direction Générale de la Protection Civile et la Direction Générale du Bien Etre en sont les acteurs clés et les bénéficiaires sont les acteurs du système de protection qui connaissent maintenant les 8 engagements clés de l'UNICEF (CCC).

Le Comité de Suivi de la lutte contre la traite des enfants a pu, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF Gabon, installer les deux comités de vigilance dans les deux dernières provinces qui n'en disposaient pas (Ogooué Ivindo et Ogooué Lolo). Une Convention avec l'OIM a été techniquement finalisée et attend la confirmation de l'aide de cette organisation. Elle permettra d'améliorer la réinsertion des enfants victimes de traite.

Les services judiciaires en charge de la justice juvénile ont poursuivi leur appropriation des connaissances sur les Règles de Beijing, Tokyo et Ryad pour une meilleure administration des

enfants en conflit avec la loi au niveau des tribunaux et des centres de détentions.

L'appui à l'amélioration du système d'information a permis de recenser 1800 enfants victimes de maltraitance, traite transfrontalière, abandon, spoliation ou rendus orphelins par le VIH qui ont été placés en institution d'accueil dans trois provinces. Toutefois, l'absence de données sur la population cible représente une contrainte pour mesurer les progrès dans les actions de protection de l'enfant.

OUTPUT 3 Un appui technique est apporté au pays par le bureau UNICEF pour l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Analytical Statement of Progress:

Pour contribuer à la mise en œuvre des activités et l'achèvement des outputs, un support en ressources humaines et différents coûts opérationnels a été donné à travers, notamment la prise en charge des salaires et autres charges du personnel en charge de la gestion du PCR.

OUTPUT 4 Au moins 50 % des structures sanitaires des niveaux intermédiaires et périphériques ont leurs capacités renforcées pour promouvoir et offrir des prestations et des services essentiels de qualité en matière de santé maternelle et infantile, incluant le VIH, y compris en situation d'urgence

Analytical Statement of Progress:

Le document d'Investment Case élaboré en 2014 pour contribuer à l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et infantile, a été systématiquement utilisé lors des audiences accordées par les autorités comme outil de plaidoyer en vue d'une meilleure mobilisation et redistribution des ressources pour la mise en œuvre effective des interventions à haut impact pour la survie du couple mère-enfant.

Dans le cadre de l'équité, les plans opérationnels des 4 départements sanitaires pilotes basés sur l'analyse des goulots d'étranglement pour la santé mère-enfant, sont en cours de mise en œuvre. 57 agents de santé des départements de Makokou et Booué (Province de l'Ogooué Ivindo) ont été formés sur les directives nationales en matière de consultation prénatale recentrée (CPNR), vaccination, accouchements sécurisés, prise en charge des cas de paludisme et PTME. Les formations se poursuivront dans les autres localités en début 2016. Certains intrants nécessaires à la mise en œuvre des plans ont été fournis aux quatre départements.

Concernant l'initiative d'élimination de la transmission mère-enfant (e-TME) du VIH, la mise en œuvre de la feuille de route (FDR) basée sur les priorités identifiées dans les 43 plans départementaux, se poursuit. Elle prend en compte le renforcement des capacités des structures pour leur permettre d'améliorer la qualité des services offerts. Toutefois une faiblesse demeure sur la disponibilité des intrants (ARV, réactifs et papier buvard pour le dépistage précoce) et la diffusion des normes et directives. Parallèlement à cette mise en œuvre, un suivi régulier est assuré par un comité multisectoriel. Le BR et le bureau pays appuient le gouvernement dans l'élaboration d'un plan de distribution des tâches.

Pour ce qui est de la prise en charge pédiatrique, une analyse de la situation de la prise en charge du Sida pédiatrique a été réalisée et une feuille de route élaborée et validée avec la Société Gabonaise de Pédiatrie. Sa mise en oeuvre a démarré avec le renforcement des capacités des pédiatres.

Compte tenu de la circulation du virus sauvage de la polio dans deux pays voisins au Gabon, la poursuite de campagnes nationales préventives de vaccination des enfants de 0-5ans s'est avérée nécessaire. Conjointement avec OMS, deux campagnes ont été réalisées avec une meilleure qualité par rapport aux années précédentes grâce à une intense mobilisation sociale financée par UNICEF Gabon. Par ailleurs, l'introduction du vaccin polio injectable (VPI) a été faite en Décembre avec un lancement officiel par les autorités nationales. Les activités de la FDR pour le switch du vaccin polio trivalent au bivalent en 2016 sont en cours et bénéficient d'un accompagnement technique.

Le défi majeur du Programme de Coopération dans ce domaine est d'aboutir à la mise en œuvre effective des plans opérationnels des 4 districts sanitaires pilotes, des FDR PTME et PECP et par conséquent de s'assurer de la disponibilité des financements nécessaires pour les interventions à haut impact retenues comme étant prioritaires pour la seconde phase du plan national de développement sanitaire (PNDS).

OUTPUT 5 Une stratégie nationale de communication pour le Développement est élaborée et un mécanisme de coordination mis en place pour la promotion des Pratiques Familiales Essentielles et du changement social en faveur des droits des enfants les plus vulnérables.

Analytical Statement of Progress:

Le Programme Communication pour le Développement (C4D) a permis de renforcer la dynamique initiée en 2014 suite à la reformulation du produit et des indicateurs à la faveur de la Revue à Mi-parcours. Des résultats importants ont été réalisés dans le cadre de cette nouvelle vision qui met l'accent sur le cadre stratégique, la coordination et le renforcement de capacités. C'est ainsi que les termes de références de la Stratégie Nationale de Communication pour le Développement ainsi que du mécanisme de coordination nationale ont été élaborés et validés. En termes de renforcement des capacités, plus de 200 acteurs dans 5 régions prioritaires ont été dotés des capacités en C4D pour entreprendre, suivre et évaluer les actions de mobilisation sociale focalisées sur les Pratiques Familiales Essentielles au niveau national, régional et communautaire.

La participation des structures de la société civile à la promotion des Pratiques Familiales Essentielles dans 8 régions a été renforcée dans le cadre d'accords avec les réseaux de radios communautaires et les leaders religieux avec 7 radios équipées en matériel d'enregistrement, 12 émissions sur la vaccination produites, le renforcement des capacités de 10 formateurs et 110 relais communautaires qui ont utilisé les compétences acquises dans cette campagne de sensibilisation.

Une contribution substantielle de la composante communication et mobilisation sociale aux résultats importants enregistrés dans le domaine de la lutte contre la poliomyélite a été apportée avec un appui technique et financier aux deux campagnes nationales qui ont eu un taux de couverture vaccinale élevé et une amélioration croissante des indicateurs de la mobilisation sociale (taux d'information des parents). La dimension génération d'évidences comportementales en appui à la documentation et la planification des actions de vaccination a été promue à travers une enquête rapide sur les refus menée et validée et dont les recommandations ont été prises en compte dans la réponse nationale. Un appui technique considérable a été fourni au volet mobilisation sociale du processus d'introduction du Vaccin Polio Injectable dans le système de vaccination de routine.

Des actions importantes de plaidoyer, de sensibilisation et d'information ont été entreprises dans le cadre de la prévention d'Ebola lors d'un atelier national ayant regroupé les principaux acteurs du niveau central. Cet appui a été capitalisé en permettant de mener une campagne de sensibilisation sur l'hygiène dans les 13 départements les plus à risque, auprès des communautés mais aussi dans d'autres régions jugées très vulnérables.

OUTPUT 6 Des perceptions favorables à la protection des enfants sont promues auprès des communautés, des ménages et leaders d'opinion, à travers des stratégies et approches de Communication pour le Développement (C4D) et de changement social

Analytical Statement of Progress:

Le changement de perception des habitants a été encouragé avec divers outils de communication comme les banderoles, slam (poésie et musique) pour l'abandon des châtiments corporels en milieux scolaire et domestique, des abus sexuels, du mariage d'enfants, du travail des enfants, de la traite des enfants, de la stigmatisation et spoliation des orphelins et des enfants des peuples autochtones.

Les cibles étaient les responsables de ménages, les leaders religieux et chefs de villages de l'Ogooué Ivindo, de Kango dans l'Estuaire, du Woleu Ntem et de l'Ogooué Lolo. Ils sont tous détenteurs de l'autorité traditionnelle capable d'influencer leurs communautés respectives sur l'interdiction des violences et des mariages d'enfants.

Les radios communautaires de Baraka, Makokou, Koulamoutou et Oyem ont reçu un appui technique et ont diffusé des messages d'éducation citoyenne sur l'abandon des violations des droits de l'enfant. Les opinions des chefs de quartiers à Makokou et Koulamoutou sur la traite et le travail des enfants ont été diffusées.

Environ 2.500 enfants ont bénéficié d'un renforcement de connaissances sur leurs droits, les services de référence et ont participé à la dissémination de leurs opinions sur les violations des droits fondamentaux. Ils se sont approprié les principes fondamentaux des droits de l'enfant à travers la réalisation des pièces de théâtre sur les mariages d'enfants, les obstacles à l'éducation, et l'enregistrement des naissances. Un autre facteur ayant eu un impact positif a été la traduction des activités de sensibilisation en langues locales (Kota et Fang) par les enfants.

Les célébrations des Journées Mondiales des Orphelins, de l'Enfant Africain et la Journée Internationale des droits de l'enfant ont servi de canal pour diffuser des messages aux populations en vue d'un changement de perception sur l'enfant. L'engagement politique des gouvernants a été effectif. L'implication de la société civile et des religieux aux côtés des leaders des communautés étrangères vivant au Gabon, a été aussi un atout pour parler des pratiques néfastes comme l'excision des filles.

OUTCOME 3 Un plaidoyer adéquat est mené pour les politiques et des programmes visant les enfants et les femmes les plus défavorisés sont mises en oeuvre, grâce un support en ressources humaines et les différents couts opérationnels

Analytical Statement of Progress:

Le support nécessaire pour la mise en œuvre du programme a été apporté.

Les ressources ont été efficacement et effectivement utilisées : le taux d'utilisation des fonds RR au 31 décembre 2015 a été de 100% pour ce PCR. La planification et l'analyse de la mise

en œuvre a été régulièrement suivie par l'équipe de gestion Bureau Pays (CMT), et au niveau de l'équipe programme au cours des réunions périodiques.

Le bureau a également reçu en 2015 un montant de US\$ 98,000 correspondant à 50% de la contribution du Gouvernement du Gabon pour couvrir une partie des dépenses liées au fonctionnement du bureau.

OUTPUT 1 Un appui technique est apporté au pays par le bureau UNICEF pour l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Analytical Statement of Progress:

Un montant total de US\$ 174,349 a été alloué au PCR Cross-sectoral Project Support Costs sur les fonds RR. Le taux d'utilisation a été de 100%. Ces fonds ont servi à couvrir les salaires de 2 postes : Supply Assistant et chauffeur. Le poste de Supply Assistant fait partie des shared postes du Operations Services Center et fournit le support opérationnel aux trois bureaux UNICEF: Gabon, Sao Tome & Principe et Guinée Equatoriale.

Ces fonds ont également servi à couvrir certains couts de fonctionnement tels que les frais divers d'entretien du bureau et des véhicules, les communications, les fournitures de bureau, les équipements ICT et accessoires en complément des fonds du Support budget ; ainsi que certains couts liés au déménagement dans le nouveau bâtiment et le remplacement du système téléphonique et son upgrade aux normes CISCO IP.

En 2015, le bureau a reçu les fonds de la contribution du Gouvernement pour un montant de US\$ 98,000. Le taux d'utilisation au 31 décembre 2015 a été de 88% et les fonds ont été utilisés pour couvrir les frais de loyer, électricité et eau, ainsi que les charges de gardiennage, nettoyage et entretien du bureau en complément du support budget.

Le Supply plan a été signé en avril 2015. UNICEF Gabon a procédé à des achats d'équipements et consommables informatiques pour US\$ 60,862.53 et a procédé à la création de divers contrats institutionnels totalisant US\$ 158,185.51 relatifs au déménagement dans le nouveau bâtiment des Nations Unies. L'exécution de ces contrats se poursuivra au premier trimestre de 2016.

OUTCOME 4 Special Purpose

Analytical Statement of Progress:

En 2015, le renforcement s'est poursuivi pour le MOSS compliance au niveau du bureau et pour la sécurité du staff. Suite aux appréciations de UNDSS, UNICEF Gabon a engagé des actions pour mettre en œuvre toutes les recommandations qui ont été adressées dans leur grande majorité. Des fonds de sécurité totalisant US\$151,500 ont été mis à la disposition de l'UNICEF Gabon pour la réalisation de diverses activités de renforcement MOSS.

OUTPUT 1 Premises and Security

Analytical Statement of Progress:

Le Représentant de Zone participe aux réunions mensuelles du Security Management Team. Le bureau a mis en œuvre les décisions et recommandations visant le renforcement de la sureté et de la sécurité de son personnel et de ses locaux. La liste du personnel du bureau est mise à jour mensuellement et soumise au Field Security Advisor. De plus, le bureau soumet à OPSCEN/NY la mise à jour trimestrielle du « Staff Emergency Contact List ».

Le suivi périodique de la validité des certificats de sécurité (Basic and Advanced) est fait par le Senior HR Assistant et l'Admin Assistant. La Security clearance est obligatoire pour tout déplacement de plus de 100kms et tout déplacement de moins de 100 kms qui nécessite la passation d'une nuitée. Le respect des prérequis sécuritaires du voyage sont vérifiés et confirmés par l'Admin Assistant au moment de la finalisation des voyages. Les déplacements à l'intérieur du pays ne sont pas autorisés entre 18h00 et 06h00 et les véhicules affectés aux missions de terrain sont équipés conformément au MOSS; Le bureau dispose d'un groupe électrogène de secours, d'un stock limité de carburant et d'une réserve d'eau pour parer aux coupures fréquentes d'électricité et d'eau.

En 2015, le bureau a reçu de EMOPS une allocation de fonds de sécurité totalisant US\$ 151,500 pour la réalisation des activités suivantes:

- Installation de portique
- Pose de film de rétention sur les ouvertures extérieures
- Formation du personnel en soins de premiers secours
- Installation d'une centrale incendie
- Aménagement d'un espace pour servir de « safe haven »

Compte tenu du déménagement dans le nouveau bâtiment UN planifié dans le mois de janvier 2016, la réalisation des activités ci-dessus a été différée. Elles seront réexaminées une fois que le déménagement sera effectif dans les nouveaux locaux.

OUTCOME 5 Programme Support

Analytical Statement of Progress:

Les objectifs et les priorités annuels de gestion du bureau sont définis dans le Plan Annuel de Gestion (AMP) et partagés avec le personnel. En Janvier 2012, le « Operations Service Center » a démarré officiellement ses activités et fournit les services opérationnels aux trois bureaux : Gabon, Guinée Equatoriale et Sao Tome et Principe. Le renforcement du fonctionnement de l'Operations Services Center (OSC) amorcé en 2014 s'est poursuivi en 2015 avec la tenue régulière des réunions de revue de gestion par le Joint Management Oversight Team (JMOT). Lors des réunions trimestrielles du JMOT, les membres procèdent systématiquement à la revue des priorités de l'OSC ainsi que des indicateurs de gestion. Les rapports relatifs au suivi des priorités et des indicateurs clés sont produits et partagés avec les membres du JMOT avant chaque réunion. Les actions correctives sont identifiées en cas de besoin, un plan d'action est élaboré et rapporté dans les minutes du JMOT et le suivi de mise en œuvre est fait au cours de la prochaine réunion.

Le renforcement de la Gouvernance s'est poursuivi avec le fonctionnement effectif des comités statutaires. En effet, les structures de supervision telles que les comités statutaires et les groupes de travail établis au niveau Area (CRB, CRC, Learning Committee et Groupe Operations) ou Local (CMT, JCC, Selection Panel, PSB, et Local Salary Committee) ont été mis à jour et fonctionnent de façon adéquate. Ces structures se réunissent de façon hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle. Cinq réunions CMT, 4 de JCC et Learning Committee ont été tenues et le suivi des décisions prises a été fait régulièrement.

Les actions relatives à la revue périodique des rôles en vue de remédier les conflits classés « high » et « medium », la mise à jour régulière de la TOA, et le renforcement du MOSS et des valeurs éthiques au sein du bureau ont été menées régulièrement.

En février 2015, UNICEF Gabon a effectivement mis en œuvre les paiements électroniques à travers le BCM (Bank Communication Management). Au 31 décembre 2015, 93% des paiements ont été effectués à travers le BCM. Ce nouveau processus de paiements a engendré des gains en termes de temps dans le traitement des paiements, la rapidité dans la mise à disposition des fonds aux bénéficiaires, et la réduction sensible des charges bancaires. En Janvier 2016, l'UNICEF déménagera dans le nouveau bâtiment des Nations Unies avec les autres agences du système. Cela permettra à l'UNICEF de renforcer la réalisation du pilier 4 du Delivery as one: operating as one. Les bureaux communs UN et les services communs étant les éléments principaux du pilier operating as one, ce déménagement permettra à l'UNICEF Gabon de réaliser l'une des priorités globales ainsi que l'efficacité et l'efficience dans ses activités opérationnelles par l'amélioration de l'efficacité et l'accès à une meilleure qualité et à des services et produits plus rentables de la part des prestataires et fournisseurs.

OUTPUT 1 Governance and Systems

Analytical Statement of Progress:

L'AMP a été finalisé en mars après la revue annuelle de gestion. Les domaines de priorités sont :

- Programme : processus de programmation, HACT, prévention et réponse aux urgences éventuelles, renforcement PEV de routine, intersectoralité (MoRES, C4D);
- Plaidoyer : mobilisation des ressources, plaidoyer pour l'Investment Case, protection sociale, réforme législative ;
- Operations: réduction de la charge de travail, GSSC implementation, déménagement, opérationnalité du BCP/DRP.

Lors des réunions du CMT, la revue des priorités ainsi que des indicateurs de gestion est faite. Les actions correctives sont identifiées, un plan d'action élaboré et rapporté dans les minutes et le suivi de mise en œuvre fait au cours de la réunion suivante.

Les autres comités établis au niveau Area ou Local (JCC, Selection Panel, PSB, et Local Salary Committee) ont été mis à jour et sont fonctionnels.

Le BCP, EWEA et Risk Management ont été mis à jour. Trois domaines « High Risk » et 7 « Medium Risk » ont été identifiés et des plans d'action élaborés pour réduire le niveau des risques. L'exercice de simulation du BCP/DRP a eu lieu en fin janvier. Des recommandations ont été formulées afin d'améliorer la conduite des exercices futurs.

Le renforcement du fonctionnement de l'Operations Services Center (OSC) amorcé en 2014 s'est poursuivi avec la tenue régulière des réunions de revue de gestion.

Depuis l'implémentation du nouveau standard d'UNICEF en environnement ICT, le Cloud avec Office 365 et ses services a permis une amélioration dans la qualité du travail du staff. Le Bureau a doté le « critical staff » de smartphones avec connexion internet 3G et configuration d'accès aux mails. Aussi, tout le staff est doté d'ordinateur portable avec configuration Outlook, VISION et Cisco AnyConnect pour le VPN. Ce qui permet de travailler au sein ou hors du bureau.

La plateforme « Internet of Good Things » mise en place en partenariat avec Airtel, ainsi que le lancement des comptes Facebook et Twitter ont permis à UNICEF Gabon de diffuser des

messages de sensibilisation à travers les réseaux sociaux accessibles sur les téléphones mobiles, et d'atteindre un plus large public de jeunes.

OUTPUT 2 Stewardship of Financial Resources

Analytical Statement of Progress:

Le suivi de l'exécution des engagements a permis le renforcement continu de la gestion budgétaire. En décembre, la performance financière du bureau a été assez satisfaisante avec un taux d'exécution global de 86%. En 2015, le bureau comptait 20 IR actifs avec un montant total financé de US\$ 2.142.000; le montant total utilisé a été de US\$ 1.711.262. L'utilisation des Ressources Régulières (GC+GS) a été de 89%, celui des fonds ORR de 82%. Le PCR Support a enregistré un taux d'utilisation de 91% sur une allocation annuelle de US\$ 427.968,67. Au 31 décembre 2015, les DCTs non liquidés totalisaient US\$ 333.186 et ceux > 6 mois US\$ 815 soit 0.2%.

Les clôtures mensuelles des comptes ont été faites à temps ; les « open items » revus régulièrement et traités. Les rapports de réconciliation bancaire ont été soumis à temps dans Vision. A ce jour, le bureau n'a pas de "open items" de plus d'un mois hormis les TVAs remboursables. Le plaidoyer et le suivi amorcés depuis 2014 auprès des autorités gabonaises ont permis un règlement partiel de US\$ 20.845 au cours du dernier trimestre. Le bureau a exécuté le plan de mise en œuvre des recommandations approuvées par l'OIAI. Au 08 juillet, les deux recommandations restantes en début d'année ont été clôturées. Le bureau a réalisé le «full compliance » du HACT au 30 juin.

Le renforcement de la gestion des actifs s'est poursuivi avec la disposition des équipements obsolètes ou ne répondant plus aux normes de travail, et la vérification physique des équipements.

La mise en œuvre effective des paiements électroniques en février a permis au bureau de réaliser une réduction sensible de 57% dans les charges liées au traitement des transactions. En effet, celles-ci sont passées de XAF 4.130 à XAF 1.770 par transaction. Les dépenses annuelles sont donc passées de US\$ 4.100 en 2014 à US\$ 2.800 en 2015. Aussi, le délai de mise en place des fonds s'est nettement amélioré. En 2016, le déménagement dans le bâtiment commun UN facilitera l'exploration et la mise en œuvre des services communs. L'analyse coûts-bénéfices du déménagement a permis d'identifier des gains d'efficacité et d'estimer des économies de coûts de 59% et 10% respectivement pour les services communs de gardiennage et nettoyage/entretien des locaux.

OUTPUT 3 Staff Training

Analytical Statement of Progress:

Au 01 janvier, le bureau comptait 19 postes dont un vacant, celui de Programme Assistant qui a pris fonction le 13 Juillet. Durant le troisième trimestre, deux staffs ont été recrutés sur contrats TA: l'Assistant Finance GS-6 et le Spécialiste de la Vaccination NOC recruté dans le cadre de la mise en œuvre des activités polio.

Le bureau a connu 2 départs: Social Policy Specialist admis à la retraite au 30 Aout; le poste a été aboli et un nouveau poste Social Policy de niveau NOC a été créé avec effet au 1er janvier 2016 ; le Deputy Représentative transférée en octobre. Les recrutements des deux postes sont en cours.

Le plan de formation du bureau a été approuvé en mars. La Senior HR Assistant partage régulièrement des informations sur des domaines intéressant le staff tels que développement de carrière, coaching et conseillers de carrière, pension, stretch assignments et principes directeurs de l'UNICEF. L'Area Learning committee regroupant les bureaux UNICEF Gabon et Sao Tome se réunit trimestriellement pour le suivi des activités. A fin 2015 le taux de réalisation du plan est de 80%. Le plan de renforcement des capacités du staff de l'OSC en Vision a été mise en œuvre et les résultats sont satisfaisants avec plus d'autonomie acquise par les intéressés. Un sur deux staffs a été admis au 2nd cohort» de CIPFA «Finance Training and Certification Programme »

PAS: en début d'année, tous les staffs ont fait l'étape de performance planning. Les discussions de performance formelles sont organisées à mi-parcours et à travers les feedbacks, le taux de complétude des discussions à mi-parcours à fin 2015 est de 100% du staff concerné. La mise en œuvre du Plan d'action du Global Survey et des recommandations de la retraite du Staff sont suivis lors des réunions du JCC et CMT. La situation à fin 2015 est de 54% de réalisation, 23% en progression et 23% non started.

Ethics & Integrity and HACT: 100% du staff a réalisé la formation en ligne sur Ethique & Intégrité. Le point focal a participé à la session Webinar et organise périodiquement des discussions ouvertes avec le staff. 100% des staffs concernés par HACT ont suivi la formation en ligne.

VIH/SIDA : les sensibilisations dans le SNU au Gabon sont organisées par le comité inter agence sous le leadership du UNAIDS, en 2015 il n'y a pas eu de session.

OUTCOME 6 Development Effectiveness

Analytical Statement of Progress:

Dans le domaine de la coordination et suivi du programme, les plans de travail ont été élaborés sur la base des priorités programmatiques du programme et des suggestions issues de la revue annuelle 2014. Le suivi de leur mise en œuvre a été régulièrement assuré par l'équipe de programme (réunions de programme) et en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre.

Au cours de l'année, les processus de travail et les mécanismes d'assurance qualité des propositions de financement et des rapports aux donateurs ont été améliorés. En matière de communication et de plaidoyer, des efforts importants ont été réalisés en direction de différents groupes d'audiences. Plusieurs actions et initiatives de communication extérieure (essentiellement les medias sociaux et les actions de plaidoyer à l'occasion d'évènements spéciaux) en appui à la mobilisation des ressources et des partenariats ont été également menées.

OUTPUT 1 Programme Coordination

Analytical Statement of Progress:

Dans le domaine de la coordination et suivi du programme, les plans de travail ont été élaborés sur la base des priorités programmatiques du programme et des suggestions issues de la revue annuelle 2014. Le suivi de la mise en œuvre des plans de travail a été assuré régulièrement par l'équipe deux fois par mois lors des réunions de programme, avec les partenaires de mise en œuvre à l'occasion des revues semestrielle et annuelle du programme de coopération.

L'analyse des progrès par rapport aux résultats escomptés, des forces et faiblesses ont permis au cours de la revue annuelle de définir des orientations stratégiques pour améliorer la mise en œuvre en 2016.

Au cours de l'année, les processus de travail et les mécanismes d'assurance qualité des propositions de financement et des rapports aux donateurs ont été améliorés. Les propositions de financement et rapports aux donateurs ont fait l'objet de suivi régulier au cours des réunions de programme.

OUTPUT 2 Advocacy / Communication

Analytical Statement of Progress:

Un fort plaidoyer basé sur les évidences a été mené en direction de différents groupes d'audiences (medias, société civile, parlementaires, maires, partenaires du Gouvernement) en utilisant les résultats de différentes études et analyses réalisées ou finalisées au cours de l'année (SITAN, MODA, analyse situationnelle de la prise en charge pédiatrique du VIH/SIDA). Le profil du Programme de Coopération a été rehaussé à travers plusieurs actions et initiatives de communication extérieure en appui à la mobilisation des ressources et des partenariats ; il s'agit essentiellement de la mise en place de plateformes sur certains medias sociaux (Facebook, Twitter) multipliant ainsi la portée des messages, les actions de plaidoyer a l'occasion d'évènements spéciaux telle que la journée internationale de l'enfant, mais aussi des alliances avec le secteur privé (Airtel, Total Gabon).

Document Center

Evaluation and Research

Title	Sequence Number	Type of Report
Cartographie des principaux intervenants dans la prévention du VIH, des IST et des grossesses chez les jeunes	2015/007	Study
Cartographie du système préscolaire au Gabon	2015/006	Study
Grossesses précoces en milieu scolaire au Gabon	2015/005	Study
Enquête légère sur la perception de la pauvreté subjective chez les enfants	2015/004	Survey
Revue des investissements et dépenses du secteur de l'éducation	2015/003	Review
Evaluation Allocation rentrée scolaire	2015/002	Study
Analyse de la Situation de l'Enfant et de la Mère au Gabon	2015/001	SitAn

Other Publication

Title
Stratégie de développement des Clubs Santé dans les établissements scolaires

Lessons Learned

Document Type/Category	Title
Innovation	Conception et lancement site UNICEF Gabon sur internet.org